

L'appel au pouvoir

Benoît Agnès

2018

Presses universitaires de Rennes

www.pur-editions.fr

REVITALISÉE par l'Internet et l'effervescence des réseaux issus des sociétés civiles, la pétition connaît une nouvelle vogue comme mode d'action auprès des pouvoirs en place en Europe et dans le monde. Cette renaissance suit des décennies d'effacement apparent, après un XIX^e siècle que l'on a pu caractériser comme essentiellement pétitionnaire. C'est notamment le cas pour la France et son voisin britannique : entre 1814 et 1848, plus de 40 000 pétitions sont adressées à la Chambre des députés, quand dix fois plus sont présentées à la Chambre des communes. Entre deux royaumes qui présentent alors plus d'une analogie, le contraste est saisissant. Une des clés de ce fossé ne se trouve-t-elle pas dans la place et le rôle que chacun des acteurs de la vie politique accorde à la pétition des deux côtés de la Manche ? L'enjeu est ici celui des médiations et des liens entre société, corps intermédiaires et pouvoirs, d'une part, citoyens actifs, passifs et élites dirigeantes, d'autre part. À travers la mise en œuvre d'une approche globale, transversale et surtout comparative des configurations politiques françaises et britanniques du premier XIX^e siècle, essentiellement fondée sur l'exploitation qualitative et quantitative de sources originales, ce livre met en perspective les dimensions multiples du phénomène pétitionnaire. En ce sens, il permet de décloisonner les dynamiques politiques nationales classiques et de redéfinir les modèles reçus de rapports entre société civile et État, par-delà les proximités, rapprochements, tensions et autres « Brexit » qui rassemblent autant qu'ils séparent deux voisins proches et différents.